



Drogues Trafic international

Bulletin trimestriel

RUSSIE : héroïne, sécurité nationale et politique en Asie centrale

La toxicomanie en Russie est en train de prendre les dimensions d'une véritable catastrophe sanitaire. Les autorités s'efforcent de l'affronter comme un problème de sécurité nationale majeur, en particulier en redéfinissant leur politique à l'égard de l'Asie centrale qui est à l'origine du fléau.

Au cours d'une réponse à des questions du parlement, le 28 décembre, Veleriy Sudarenkov, chef du Comité de la fédération pour la Santé¹ a déclaré que « le nombre officiel de toxicomanes en Russie est de plus de deux millions » et qu'il a été multiplié par sept au cours des dernières années. Il a ajouté que des estimations non officielles l'évaluaient à trois millions. Toujours selon Veleriy Sudarenko « il est surtout alarmant de constater que c'est chez les jeunes que le taux d'augmentation de la toxicomanie est le plus élevé. Il n'est plus rare de recenser des enfants de moins de 14 ans. » L'héroïne (et les opiacés en général), principale cause des dépendances graves, n'envahit plus seulement le marché de la Russie « européenne » qui commence à être saturé, mais se propage jusque dans les villes de Sibérie, dans le nord du Caucase et de l'Extrême Orient où elle était inconnue il y a encore quelques années.

Autre inquiétude, « pratiquement 90 % des nouveaux cas de Sida enregistrés sont des toxicomanes. Le taux d'infection le plus élevé se trouve à Moscou et dans sa région. » Pourtant, dans la région sibérienne d'Irkoutsk, adossée au lac Baïkal, le nombre de cas recensés d'infections par le virus HIV est passé, entre avril 1999 et avril 2 000, de 200 à 5 000. En 1999, le taux d'accroissement aurait été dans l'ensemble du pays de 350 %. Selon le Comité de supervision sanitaire et épidémiologique, plus de 33 000 nouveaux cas ont été détectés pendant les neuf premiers mois de l'année. L'écrasante majorité des nouvelles personnes infectées sont des jeunes de moins de trente ans et 90 % d'entre elles ont été contaminées à la suite du partage de seringues.

Le docteur Vadim Pokrovsky, directeur du Centre de prévention du Sida, un des épidémiologistes russes les plus réputés, estime que « si le taux de progression de l'épi-

démie se maintient, la Russie comptera, dans deux ou trois ans, un million de malades. Une génération entière risque de quasi-disparaître ». Fin novembre, Arkadiusz Majczyk, représentante de UNAIDS pour la Russie, a expliqué à la radio *Ekho Moskvy* que la Russie présente, en dehors de l'Afrique, le taux de croissance le plus élevé du monde. Ce spécialiste parle désormais « d'un danger pour la sécurité nationale ». Si la propagation de la maladie devait se maintenir au même rythme, considère-t-il, dix millions supplémentaires de russes pourraient être infectés au cours des cinquante prochaines années. Ce fléau, s'ajoutant à d'autres éléments comme la baisse de la natalité, l'émigration massive, l'effondrement du système de santé, risque de provoquer une catastrophe démographique qui, selon certains analystes, verrait passer la population russe de 146 millions actuellement à moins de 100 millions en 2050.

La menace de l'Asie centrale

Le développement de l'héroïnomanie a d'abord pour origine l'explosion des productions des opiacés en Afghanistan : alors que depuis 1994 la production annuelle d'opium dans ce pays se situait en moyenne au niveau de 2 500 tonnes chaque année (de quoi fabriquer 250 tonnes d'héroïne pure), elle est brutalement passée à 4 555 tonnes en 1999 pour redescendre à 3 279 tonnes en 2000. Après une transformation qui s'effectue principalement en Afghanistan et au Pakistan, mais également dans les pays d'Asie centrale et du Caucase, environ la moitié² des opiacés afghans traverse ensuite la Russie pour prendre le chemin de l'Ouest (l'autre moitié prend la route de l'Iran).

Cette drogue peut d'autant moins s'écouler en Europe dans sa totalité que l'on observe, dans la plupart des pays de l'espace de Schengen, une stagnation ou un recul de la consommation de l'héroïne. L'accroissement de la consommation en Russie est donc un effet des retombées (*spill over*) d'un transit qui connaît de plus en plus de goulots d'étranglement en aval. En outre, le *brown sugar* (n° 3) et l'héroïne n° 4 sont d'une utilisation beaucoup plus aisée que les produits artisanaux fabriqués jusqu'ici localement à partir de la paille de pavot. L'héroïne en provenance de l'Afghanistan et du Tadjikistan arrive par exemple cachée dans les camions des fruits et légumes qui traversent la frontière russo-kazakh, dépourvue de toute infrastructure douanière. Mais la principale voie d'acheminement des drogues est le train 224, Douchanbe-Moscou, baptisé le « narco-express » par la presse

russe. Ainsi, le 12 octobre 2000, 15 kilos d'héroïne pure ont été saisis dans le wagon-restaurant pendant qu'il stationnait à la frontière avec l'Ouzbékistan³. Le réseau de distribution pour la Sibérie est implanté dans la ville de Novosibirsk.

Des causes socio-économiques

L'activité des trafiquants et des dealers a pu se développer dans le contexte d'une économie locale sinistrée, de l'insatisfaction des besoins de base d'une population complètement délaissée par les autorités durant les années Eltsine. La mise à l'encan des richesses nationales, l'oubli des impératifs stratégiques qui dictent traditionnellement les relations entre l'immense masse continentale de la Russie et ses anciennes dépendances caucasiennes mais aussi centrasiatiques, sont autant des facteurs qui ont créé le contexte dans lequel de larges secteurs de la population sont poussés à s'adonner au trafic ou à la consommation des stupéfiants.

Autour de la drogue s'est développé un gigantesque complexe économique « informel », avec ses entreprises servant de paravent aux laboratoires, ses sociétés commerciales fantômes, ses circuits de banques véreuses. Dans le contexte de l'effondrement de l'État, il n'a pas été difficile pour les mafias de corrompre des miliciens et des gardes-frontières, sous-payés et oubliés aux confins les plus reculés de l'ancien empire. De nombreux officiers de l'armée participent à ce commerce aux conséquences dévastatrices. C'est en particulier le cas de ceux qui sont responsables de la surveillance de la frontière tadjiko-afghane, longue de 1 500 km. Le Tadjikistan, ex-république soviétique d'Asie centrale, après avoir été ébranlé par cinq ans de guerre civile, est aujourd'hui submergé par le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan. Depuis le début de l'année, plus d'une tonne d'héroïne y a été saisie, dont 110 kilos en une seule fois, le 30 octobre dernier. Acheté quelques dollars au Tadjikistan, un gramme d'héroïne afghane se revend pour

plus de 50 dollars dans les rues de Moscou et de Saint-Petersbourg.

La narco-guérilla est également devenue un phénomène « saisonnier » en Asie centrale, lié à la récolte annuelle de l'opium et à sa transformation en héroïne : des affrontements entre commandos islamistes et forces gouvernementales, qui se sont produits au début du mois d'août 2000 en Ouzbékistan et Kirghizstan, étaient en effet l'exacte répétition de faits s'étant déroulés pratiquement jour pour jour un an plus tôt. Les islamistes qui ont intégré l'appareil d'État du Tadjikistan, ne sont pas eux-mêmes étrangers à ces trafics⁴.

Le narco-business est donc devenu un enjeu central du développement des nombreux conflits qui ensanglantent les marges méridionales de l'ex-URSS. Toutes ces régions ont été le théâtre d'une stratégie de déstabilisation favorisée par des acteurs de la politique étrangère américaine et par ses alliés musulmans locaux, au premier rang desquels la Turquie, visant au contrôle des ressources de la mer Caspienne. Les États-Unis ont souvent utilisé les islamistes les plus radicaux, y compris Ben Laden durant la guerre en Afghanistan, au service de leurs ambitions géostratégiques. Cette politique a favorisé le développement des filières islamistes - de la Tchétchénie au Kachmir en passant par l'Afghanistan des Taliban⁵ - qui trouvent dans le commerce d'héroïne une source de financement et un élément de consolidation de leur alliance.

Le protecteur « historique » de l'Asie centrale

C'est dans ce contexte de la prise de conscience d'une nouvelle menace, qu'il faut situer le choix du « retour en Asie » qui caractérise la politique étrangère de Vladimir Poutine depuis le début de l'année. A la différence de son prédécesseur, le nouveau président semble percevoir clairement l'enjeu pour l'intérêt national d'une politique directement liée à la présence militaire russe dans une région qui,

au lendemain de l'implosion soviétique, était perçue à Moscou comme un poids mort dont il fallait se débarrasser au plus vite. Au contraire, au cours des derniers mois les médias russes, par exemple la *Nesavissimaya gazeta*, évoquent les drogues comme une arme utilisée par les « terroristes islamistes » contre la population civile afin de saper les bases de résistance de la Fédération, devenue une entité à préserver à tous prix. En mettant en avant le fait que sans la présence russe, les pays d'Asie centrale pourraient succomber aux coups de butoirs de l'islamisme et de la drogue, la lutte contre cette dernière est utilisée comme un moyen de remobiliser en faveur de cette région une nation encore angoissée par le « syndrome afghan ».

Un accord signé début octobre 2000 prévoit l'installation de nouvelles unités de l'armée fédérale dans la région et une supervision russe généralisée sur les programmes militaires des anciennes républiques soviétiques. Les responsables des pays concernés sont les premiers à l'admettre. Par exemple, le président du Conseil de sécurité du Kirghizstan, Askar Mamaev, vient de déclarer : « *Aucun des États centrasiatiques n'a la capacité de répondre aux problèmes posés par le trafic des drogues.* » Le vice-ministre de la Sécurité du Kirghizstan, Miroslav Niazov, a déclaré en octobre que les revenus en provenance du trafic de drogues à l'intérieur des frontières ont atteint le milliard de dollars. Dans un pays qui s'était jeté dans les bras du FMI, ce business concerne désormais un pourcentage important de jeunes gens du sud, dépourvus de tout autre moyen de subsistance. Le vice-ministre a souligné que « *de plus en plus de membres des forces de sécurité se révèlent être soit des trafiquants, soit des intermédiaires* »⁶. Les actions de guerre que les groupes islamistes mènent désormais ont créé dans tous les États concernés la peur d'un effondrement de l'anneau faible de la chaîne centrasiatique, le Tadjikistan. Cela pourrait secouer la stabilité fragile de toute la région.

Ainsi, le développement ininterrompu de la toxicomanie sur son territoire est un des éléments qui favorise le retour de la Russie à son rôle historique de « protecteur » de l'Asie centrale. Les militaires russes veulent intervenir en fonction d'une stratégie du domino, sinon militaire, du moins idéologique. Selon les mots du ministre de la Défense, Igor Sergeev, il s'agit d'intervenir en Asie centrale puisque cet espace « est lentement en train de devenir la capitale du terrorisme international, avec des extrémistes islamiques qui, en détruisant les fondements mêmes du système étatique de l'Asie centrale, redessinent la carte de la région. »

Cela n'irait pas sans conséquences à l'intérieur du territoire de la Fédération où vivent 20 millions de musulmans. La violence de la dernière intervention en Tchétchénie, perçue par les Européens comme agressive et expansionniste, relève en réalité du réflexe désespéré d'autodéfense, aux conséquences certes dramatiques, d'une civilisation qui se délite. Cette panique est alimentée par la perspective d'un désastre démogra-

phique annoncé auquel la politique étrangère russe répond par un élargissement de son périmètre de sécurité aux anciennes républiques fédérées. Les pays d'Asie centrale, dont les années d'indépendance se sont soldées par un désastre social et politique généralisé, mais où les instruments du développement technologique et l'éducation sont demeurés russophones, constituent l'axe principal de cette « nouvelle politique russe ».

Fabrizio Vielmini 

1. Son titre complet est chef du Conseil de la fédération pour la science, la culture, l'éducation, la santé et l'écologie.

2. 60 % selon le PNUCID.

3. La Lettre Internationale des Drogues n°2 publiée par l'Association d'études de géopolitiques des drogues (AEGD)

4. La guerre civile entre les apparatchiks communistes et les islamistes s'est terminée dans ce pays par un compromis imposé par l'action diplomatique de l'Iran et de la Russie,

5. La CIA aurait ainsi collaboré à la création, par les services secrets de l'armée pakistanaise, Inter Services Intelligence (ISI) à la création des taliban, dont la fonction était, à l'origine, d'ouvrir en Afghanistan, la route de l'Asie centrale, en particulier dans la perspective de la construction d'un pipeline par la compagnie UNOCAL. Comme dans le cas de Ben Laden, ils ont échappé au contrôle de leurs créateurs.

6. AFP, 10/10/2000.

7. Doctorant en géopolitique à l'EHESS (Centre d'étude du monde russe, soviétique et post soviétique), spécialiste de l'Asie centrale. 

Déjà, le territoire de Bagata, dans la province de Bandundu, la principale région productrice de cannabis, est le théâtre d'une crise alimentaire à propos de laquelle les ONG congolaises ont demandé au Programme alimentaire mondial (PAM) d'intervenir. Pour les zones sous contrôle de rebelles, les informateurs font état de cultures de cultures illicites, parfois des trois plantes, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, dans la Province orientale (ex-Haut Zaïre), dans une partie de l'Équateur et du Shaba.

Indices signalant l'existence de laboratoires

À côté des drogues les plus consommées - la marijuana, l'alcool (sous forme injectée pour plusieurs dizaines de consommateurs), le « 33 tours » (une plante hallucinogène locale) - on trouve de plus en plus d'héroïne et de cocaïne dans les quartiers populaires de Kinshasa. Par exemple, selon LIPILDRO, les sites de vente de l'héroïne sont passés dans la capitale de 32 à 51 entre 1998 et 1999. Cocaïne et héroïne sont d'abord importées, principalement du Kenya. Un des trafiquants parmi les plus actifs, qui ramène autour de 5 kg des deux drogues à chacun de ses voyages mensuels, qui habitait la commune de N'djili, est allée s'installer en 1999 à Macampagne, un quartier bourgeois se trouvant dans la commune de Ngaliema. Son principal concurrent est établi dans le quartier de Yolo-Nord de la commune de Kalamu. La seconde source de drogues dures serait des laboratoires de transformation établis à Kinshasa. Ils fonctionneraient grâce à de la matière première locale. Ainsi, deux Colombiens en auraient implanté un dans la commune de Ngaliema. Ces laboratoires seraient alimentés en précurseurs chimiques par des Libanais, des Indo-pakistanaï, des Iraniens et des Irakiens. Ces informations ont été recueillies par des journalistes à la fois auprès de toxicomanes et de policiers qui déclarent avoir eu conscience de ne pas ébruiter la découverte de laboratoires.

République démocratique du Congo : des drogues dures sous haute protection

Depuis les accords de Lusaka, signés en juillet 1999 entre le gouvernement de Kinshasa, trois mouvements rebelles et les pays voisins impliqués dans le conflit, peu de progrès ont été accomplis sur le chemin du retour de la paix. Les résultats économiques du régime du président Kabila, « désorganisé et marqué par l'arbitraire, sont désastreux »⁸. Tous ces facteurs favorisent le développement de la production, du trafic et de la consommation des drogues.

Sur le marché de Kinshasa, le sac de 25 kilogrammes de marijuana se vend l'équivalent de 1 000 dollars US, alors qu'un sac de 80 kg de manioc vaut à peine 10 dollars. De quoi décourager les paysans qui s'adonnent aux cultures vivrières. L'association LIPILPRO, qui a des informateurs dans toutes les régions contrôlées par le gouvernement, affirme qu'en 1999 la superficie moyenne des cultures de cannabis est passée de 1 à 3 hectares⁹.

Dans certaines zones, 60 % des agriculteurs ont introduit le cannabis dans leur système de production. Selon LIPILDRO, si aucune mesure efficace n'est prise d'ici là, les villes du pays pourraient connaître une crise alimentaire majeure en 2010. Cela d'autant plus que les antennes de l'association dans la province de l'Équateur font état de cultures « expérimentales » de pavot et celle du Shaba de cocaïers¹⁰.

De nombreux indices laissent penser que la production et la transformation bénéficient de protections à un très haut niveau. Ainsi, en mars 2000, 5 kg d'héroïne, en mai 2 kg de cocaïne (dans la 7ème rue du quartier de Limette, à Kinshasa) ont été saisis à la suite de dénonciations. Plus récemment, les agents de l'Agence nationale de renseignement (ANR) ont mis la main sur 250 kg de marijuana. Ces drogues, qui

devaient être confiées au Comité national interministériel de lutte contre les drogues pour être détruites, se sont mystérieusement évaporées. La corruption est favorisée par le fait qu'il n'existe aucune législation prévoyant la destruction des substances découvertes. Pratiquement aucune saisie n'est communiquée au PNUCID¹¹, alors que celles de cannabis sont quasi quotidiennes. Pour la dernière affaire, la presse a mis en

cause l'Inspection générale de la police nationale, la Direction nationale de la police anti-fraude et l'ANR.

Enquête d'un journaliste belge, presse congolaise ■

8. L'État du monde 2000, Paris, La Découverte, 2000.

9. Ligue des personnes intégrées dans la lutte contre les drogues (LIPILDRO) « Rapport d'activités annuel 1999 ».

10. Le PNUCID a reçu de même des informations faisant état de cultures de cocaïers au Kivu.

11. Voir ODCCP « Global Illicit Drug Trend 2000 »

>Publication récente

Rodrigo De Castro, Juan Gasparini, Pinochet - Al Kassar - Menem, La delgada linea blanca [la fine ligne blanche], Buenos Aires, Albert Gilbert, 2000, 283 pp

Voici un livre de deux journalistes latino-américain d'investigation, l'un chilien, l'autre argentin, qui ne pouvait tomber plus à propos, même s'il est l'aboutissement de plusieurs années d'enquêtes minutieuses qui ne doivent rien à l'actualité. Après la révélation du « Plan Condor »¹² au public européen à l'occasion de l'arrestation du général Pinochet, le sous-titre de l'ouvrage, « narco-terrorisme au Chili et en Argentine » ne laisse planer aucun doute : les tueurs qui ont éliminé les opposants réfugiés à l'étranger, en particulier l'ex-ambassadeur de l'Unité populaire de Salvador Allende, Orlando Letellier aux États-Unis, soit étaient des trafiquants de drogues, soit ont été financés par le trafic de cocaïne.

Rodrigo de Castro, en s'appuyant notamment sur des documents des justices américaine et chilienne et les interviews de nombreux acteurs, montre que si Augusto Pinochet, à la suite de son coup d'État, a livré à la *Drug Enforcement Administration* (DEA), « un avion plein de trafiquants », c'était en fait pour débayer le terrain à sa police politique, la DINA, qui occupe

bientôt le terrain et se finance grâce au profit de la cocaïne. Les Forces armées chiliennes utilisent les mêmes réseaux et la même stratégie, pour se fournir en armement. Dans les deux cas, le *deus ex-machina* de ces opérations est le trafiquant syrien Monzer Al Kassar¹³. Son représentant au Chili était son cousin Yamal Edgardo Bathich Villaroel, officiellement importateur de moteurs usagés et de pièce de rechange de voitures (qui contenaient en fait de la drogue). Les liens entre ce dernier et le plus jeune fils de Pinochet, Marco Antonio, lui assuraient notamment l'appui des services secrets de l'armée pour exporter de la cocaïne des cartels colombiens aux États-Unis.

Une vieille histoire dira-t-on ? Non, démontre la seconde partie du livre où Al Kassar jouit cette fois de l'appui du président Carlos Menem (1989-1999) auquel le lie une origine commune à Yabrud, un village alaouite de Syrie. Une saga où s'entrecroisent trafic d'armes, blanchiment de l'argent de la drogue et corruption de la justice. Publié il y a un mois en Argentine, l'ouvrage n'a fait l'objet d'aucune plainte en diffamation.

Le 2 janvier, le quotidien *Página 12* a publié sous la signature d'un des journalistes d'investigation les plus respectés en Argentine, Miguel Bonaso, un long article affirmant que l'ex-président Carlos Menem figure dans les dossiers déclassifiés de la DEA (mais dont de nombreux passages sont rendus illisibles au marqueur), aux côtés d'un autre homme d'affaires d'origine syrienne, Alfredo Yabran¹⁴, comme suspect pour avoir blanchi de l'argent de la drogue. Selon le journal, les documents ont été remis par la DEA au juge Adolfo Baganasco à la suite d'une action en justice contre Menem entreprise par le député Franco Caviglia.

Alain Labrousse ■

12. Stratégie d'élimination physique des opposants réfugiés hors des frontières de leur pays par les dictatures des pays du Cône Sud dans les années 1970.

13. Celui-ci a notamment été condamné par défaut en France, le 9 février 1979, à huit ans de prison pour trafic d'héroïne. Détenu par le juge Baltazar Garçon en 1992 sous l'accusation d'avoir fourni les armes ayant servi au détournement de l'Achille Lauro en 1985, il fut absous en 1995 après que tous ceux qui devaient témoigner contre lui soient décédés de morts violentes. Al Kassar continue de vivre paisiblement à Marbella, protégé par les services secrets espagnols (CESID) auxquels il a rendu d'innombrables services, notamment en fournissant à l'ETA des missiles Sam 7 pourvus de signaux électroniques qui ont permis de mener à la découverte d'une importante cache de l'ETA à Hendaye, le 5 novembre 1986.

14. Qui s'est « suicidé » en 1998.

**Rédacteur en chef : Alain Labrousse / Responsable de la publication : Hassan Berber
Maquette et mise en page : Frédérique Million et Elodie Camberlein**

Ce bulletin paraît tous les mois, une fois par trimestre sur support papier et deux fois sur trois comme bulletin électronique.

Prochaine parution : 6 mars 2001

Contributions : date limite 26 février 2001